



Les grands titres:

- Ebola : Ban discute avec Obama de la nécessité de renforcer la lutte contre l'épidémie
- Ebola : le Libéria confronté à la plus grave menace depuis la fin de la guerre, selon l'ONU
- Gaza : l'ONU demande 551 millions de dollars pour aider les Palestiniens affectés par le conflit
- Afghanistan : l'ONU appelle à un accord sur un gouvernement d'union nationale
- Iraq : le chef de l'ONU salue la formation d'un nouveau gouvernement
- Somalie : l'ONU condamne une série d'attaques meurtrières
- Soudan du Sud : l'enquête préliminaire confirme que l'hélicoptère de l'ONU a été abattu
- Pas de 'rentrée des classes' pour 30 millions d'enfants à travers le monde - UNICEF
- Nouveau pic de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en 2013, selon l'OMM

Ebola : Ban discute avec Obama de la nécessité de renforcer la lutte contre l'épidémie



9 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a discuté lundi au téléphone avec le Président américain Barack Obama, au sujet de la nécessité de renforcer de toute urgence les efforts internationaux pour lutter contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

« Le Secrétaire général a informé le Président Obama qu'il prévoyait d'organiser une réunion de haut niveau lors de l'Assemblée générale (des Nations Unies) pour insister sur les besoins et les mesures que devraient prendre les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les institutions universitaires », a indiqué mardi le porte-parole du Secrétaire général dans une note à la presse.

Lors de leur conversation téléphonique, les deux responsables ont également discuté de la situation en Iraq et en Syrie.

« Le Secrétaire général a salué les efforts pour construire une large coalition destinée à lutter contre la menace posée par les extrémistes qui occupent de grandes zones de l'Iraq et de la Syrie. Il a remercié le Président Obama pour les efforts américains destinés à apporter une assistance humanitaire aux Iraquiens dans le besoin, en particulier dans les zones rendues inaccessibles par les extrémistes », a encore dit le porte-parole.

M. Ban a également salué le projet du Président Obama de présider une session du Conseil de sécurité sur les combattants terroristes étrangers lors de l'Assemblée générale.

Les deux responsables ont aussi discuté de la situation en Ukraine et de l'importance d'un système efficace de surveillance du cessez-le-feu dans l'Est de ce pays. Ils ont enfin discuté du prochain sommet sur le climat organisé par le Secrétaire général le 23 septembre.

Ebola : le Libéria confronté à la plus grave menace depuis la fin de la guerre, selon l'ONU



9 septembre - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée au Libéria, la Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Karin Landgren, a prévenu mardi que l'épidémie d'Ebola constituait la plus grave menace à laquelle les Libériens étaient confrontés depuis la fin de la guerre civile en 2003.

« La propagation de la maladie à virus Ebola est sans pitié. Le Ministère de la santé estime que le nombre de cas signalés dépasse 2.070, avec plus de 1.200 morts, mais ces chiffres minimisent le véritable bilan d'Ebola », a dit Mme Landgren, qui est aussi la chef de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), lors d'un exposé devant les membres du Conseil de sécurité.

« La rapidité et l'ampleur des pertes en vies humaines, et les répercussions économiques, sociales, politiques et sécuritaires de cette crise affectent profondément le Libéria », a-t-elle ajouté. « Contrairement à un séisme ou à une inondation, cette crise croît de manière exponentielle, chaque nouvelle infection en engendrant d'autres. »

La Représentante spéciale a rappelé que le système de santé du Libéria était le plus faible de la région, malgré une décennie d'efforts de partenariat.

Mme Landgren a indiqué que la MINUL jouait un rôle important en termes de logistique dans la lutte contre Ebola, en coordination avec le Ministère libérien de la santé. La Mission dirige une équipe inter-agences qui inclut notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« La MINUL a promis de fournir son plein soutien et continue d'étudier la panoplie de moyens que nous pouvons apporter pour mettre fin à ce fléau », a-t-elle ajouté.

De son côté, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, se rendra au Libéria du 11 au 12 septembre, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général lors d'un point de presse.

Lors de sa visite, M. Ladsous doit avoir des entretiens avec les autorités nationales et le personnel de la MINUL pour discuter de la façon dont le maintien de la paix des Nations Unies peut davantage aider le Libéria à lutter contre l'épidémie.

Gaza : l'ONU demande 551 millions de dollars pour aider les Palestiniens affectés par le conflit



9 septembre - Le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour les territoires palestiniens occupés, James W. Rawley, et le Vice premier ministre palestinien, Hohammad Mustafa, ont présenté mardi un appel révisé aux bailleurs de fonds pour financer l'aide humanitaire destinée aux habitants de Gaza qui ont été affectés par le récent conflit armé.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les derniers mois ont été parmi les pires pour la population de Gaza, qui a besoin d'une aide humanitaire urgente. Cet appel de fonds humanitaires est un élément essentiel pour répondre à ces besoins.

« Il est évident que l'ampleur des dégâts et des destructions est sans précédent dans la bande de Gaza. Il est également clair que la crise est loin d'être terminée », a déclaré M. Rawley lors de la présentation du rapport dans la ville palestinienne de Ramallah. « Il est très important que les bailleurs de fonds répondent favorablement à cet appel pour que les besoins humanitaires identifiés par une évaluation rapide à indicateurs multiples puissent être couverts ».

« Cela servira cependant uniquement à travailler dans les prochains mois, et ce n'est pas une solution durable. Nous avons

besoin de changements fondamentaux à Gaza pour transformer la situation de désespoir et de mort en espoir et nouvelles opportunités. Pour cela il faut que le cessez-le-feu soit durable, il faut lever le blocus et avoir une solution politique », a-t-il ajouté.

L'appel de fonds pour Gaza s'élève à 551 millions de dollars pour soutenir les populations vulnérables qui ont été affectées par le conflit, dont les personnes déplacées, celles qui ont été blessées, les personnes âgées, les enfants et les femmes ainsi que les agriculteurs et les pêcheurs qui ont perdu leurs moyens de subsistance.

Les fonds serviront à fournir une assistance alimentaire et des fournitures de première nécessité, un accès aux soins de santé, à l'eau potable et à l'éducation. L'assistance sera fournie par les services du gouvernement palestinien, les agences onusiennes et par des ONG.

Afghanistan : l'ONU appelle à un accord sur un gouvernement d'union nationale



9 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exhorté mardi les deux candidats qui s'affrontaient au second tour de l'élection présidentielle en Afghanistan, Abdullah Abdullah et Ashraf Ghani Ahmadzai, de conclure un accord sur un gouvernement d'union nationale conformément à leurs engagements du 12 juillet.

Les résultats du second tour du scrutin présidentiel du 14 juin ont été contestés et un vaste audit de ces résultats a été mené depuis à la demande des deux candidats pour déterminer quel candidat a gagné.

« Le Secrétaire général souligne qu'il s'agit d'un moment crucial pour l'Afghanistan et qu'un véritable partenariat sera nécessaire pour s'attaquer aux nombreux défis auxquels l'Afghanistan est confrontée. Les deux parties partagent une véritable responsabilité de guider l'Afghanistan vers un avenir pacifique et plus prospère. Compte tenu de l'ampleur des défis, cela ne peut être fait que conjointement », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général note que dans l'accord du 12 juillet, qui a été conclu avec le soutien du Secrétaire d'Etat américain John Kerry, et dans leur communiqué qu'ils ont signé le 8 août, les deux candidats ont convenu d'accepter le résultat d'un audit national global des résultats du second tour de l'élection présidentielle et de former un gouvernement d'union nationale », a-t-il ajouté.

« Alors que le principal audit a été achevé le 4 septembre et que l'annonce des résultats révisés est prévue prochainement, le Secrétaire général attend désormais des candidats qu'ils respectent leurs engagements de permettre le premier transfert pacifique du pouvoir en Afghanistan », a encore dit le porte-parole du Secrétaire général.

Iraq : le chef de l'ONU salue la formation d'un nouveau gouvernement



9 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué la formation d'un nouveau gouvernement en Iraq et a félicité le Premier ministre Haider al-Abadi. Il a souligné que cette décision du Conseil des Représentants de l'Iraq est un pas important pour assurer la stabilité politique et la paix dans le pays.

« Le Secrétaire général appelle l'ensemble des dirigeants politiques irakiens à profiter de cette dynamique de coopération pour désigner au plus vite un Ministre de la défense et un Ministre de l'intérieur », a indiqué le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de

presse publié lundi soir.

Le chef de l'ONU a exprimé son espoir que le programme du nouveau gouvernement soit mis en œuvre dans le respect du calendrier établi, et en prenant en compte les besoins de toutes les communautés irakiennes.

« Le Secrétaire général a salué le Premier ministre sortant, Nouri al-Maliki, pour son leadership durant la période de

transition », a déclaré le porte-parole, en soulignant que l'ONU est prête à travailler avec le nouveau gouvernement iraquien et soutenir ses efforts destinés à surmonter les défis considérables auxquels est confronté le pays.

Somalie : l'ONU condamne une série d'attaques meurtrières



9 septembre - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Nicholas Kay, a condamné mardi une série d'attaques terroristes qui ont eu lieu à plusieurs endroits dans ce pays lundi et qui ont fait un nombre important de morts et de blessés parmi les civils.

« Je suis consterné d'apprendre le meurtre d'un si grand nombre de civils innocents dans les attaques terroristes d'hier. De nouveau, les auteurs de la violence montrent qu'ils n'ont rien d'autre à offrir au peuple somalien que la poursuite de ses souffrances », a déclaré M. Kay

dans un communiqué de presse.

« J'appelle toutes les parties prenantes à coopérer pleinement avec les autorités dans le cadre de l'enquête sur ces crimes atroces pour garantir que les auteurs soient appréhendés et traduits en justice le plus rapidement possible », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial a exprimé ses condoléances aux familles et aux proches des victimes et il a réaffirmé l'engagement de l'ONU aux côtés du peuple somalien pour soutenir la réalisation d'un avenir stable et pacifique.

« Le moment est venu d'une réconciliation du peuple somalien et je soutiens l'appel du gouvernement fédéral à ceux qui sont prêts à renoncer à la violence de se joindre au processus politique », a indiqué M. Kay.

Soudan du Sud : l'enquête préliminaire confirme que l'hélicoptère de l'ONU a été abattu



9 septembre - Les experts chargés d'effectuer une enquête préliminaire concernant le crash d'un hélicoptère de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) le 26 août ont conclu que l'appareil avait été abattu, a indiqué mardi la MINUSS dans un communiqué de presse.

L'hélicoptère MI-8 de la MINUSS s'est écrasé près de Bentiu, la capitale de l'Etat d'Unity au Soudan du Sud, tuant trois membres d'équipage russes et blessant un quatrième.

Au cours des deux semaines écoulées, la MINUSS a effectué une enquête préliminaire sur les circonstances de l'accident. En outre, une enquête technique a également commencé avec la participation d'experts des Nations Unies, de la Russie et du Soudan du Sud.

« Les experts qui ont achevé la première phase de leur enquête hier ont trouvé des preuves indiquant que l'appareil a été abattu », a souligné le communiqué de presse.

« La MINUSS a confirmé que, lors d'une conversation téléphonique avec un employé de la MINUSS à Bentiu le 17 août, Peter Gadet, le commandant des forces de l'opposition dans l'Etat d'Unity, a affirmé que l'appareil de la MINUSS était utilisé pour transporter des troupes de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) et a menacé d'abattre l'appareil », a ajouté le communiqué. « L'employé de la MINUSS a réfuté ces accusations et, pour garantir la sécurité de son appareil, la MINUSS a immédiatement commencé à fournir des informations aux forces de l'opposition ainsi qu'au SPLA sur tous ses vols à Bentiu. »

Au stade de l'enquête, la Mission des Nations Unies a jugé qu'il était prématuré pour l'instant de dire qui est responsable de cette attaque contre l'hélicoptère. Une enquête technique approfondie doit auparavant être menée pour déterminer l'origine du tir qui a abattu l'hélicoptère.

Pas de 'rentrée des classes' pour 30 millions d'enfants à travers le monde - UNICEF



9 septembre - Alors que les élèves un peu partout dans le monde retournent à l'école, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué mardi qu'un nombre record de conflits et de crises à travers le monde privent des millions d'enfants de leur droit à l'éducation.

Près de 30 millions d'enfants ne vont pas à l'école dans les pays en situation d'urgence ou touchés par des conflits, soit environ la moitié de l'ensemble des enfants non scolarisés de la planète. Des écoles ont été prises pour cible et des millions d'enfants déplacés ont été obligés d'abandonner leurs foyers et leur scolarité.

Au Libéria et en Sierra Leone, les écoles primaires et secondaires resteront fermées au moins jusqu'à la fin de l'année à cause de l'épidémie d'Ebola, ce qui touche plus de 3,5 millions d'enfants.

« Pour les enfants qui vivent dans des situations d'urgence, l'école est une vraie bouée de sauvetage, » a affirmé la responsable à l'UNICEF des programmes d'éducation, Josephine Bourne. « Pouvoir continuer d'étudier apporte un sentiment de normalité qui peut aider les enfants à surmonter leurs traumatismes ; c'est un investissement non seulement pour chacun de ces enfants personnellement, mais aussi pour le renforcement de la société dans laquelle ils vivent ».

« Sans les connaissances, les qualifications et le soutien qu'apporte l'éducation, comment ces enfants et ces jeunes peuvent-ils reconstruire leurs vies et leurs communautés ? », s'est-elle demandé.

Afin de préserver les chances des enfants de poursuivre leurs études, même en pleine crise, l'UNICEF appuie des opérations d'éducation en situation d'urgence allant de la mise en place de classes provisoires à celle d'écoles alternatives pour les enfants réfugiés et déplacés à l'intérieur de leur propre pays jusqu'à la distribution de millions de manuels scolaires, cartables et autres fournitures scolaires indispensables.

L'UNICEF appuie également l'auto-apprentissage pour les enfants qui ne peuvent pas quitter leurs foyers et contribuera à la diffusion de programmes éducatifs radiophoniques pour les enfants dans les pays touchés par le virus Ebola. Cependant l'agence onusienne a souligné qu'il manque de moyens pour financer les programmes.

« L'an dernier, les programmes mondiaux d'éducation en situation d'urgence appuyés par l'UNICEF n'ont reçu que 2% de la totalité des fonds obtenus pour l'aide humanitaire, ce qui a eu pour conséquence un déficit de financement de 247 millions de dollars. L'éducation est une partie essentielle de l'intervention humanitaire qui nécessite un soutien et un investissement dès le tout début d'une crise, » a expliqué Mme Bourne. « Un chiffre record de situations d'urgence signifie que plus d'enfants que jamais sont en danger et nous avons besoin de toute urgence des ressources nécessaires pour les aider. »

Nouveau pic de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en 2013, selon l'OMM



Photo: WMO/Olga Khoroshunova

9 septembre - Selon un rapport publié mardi par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la teneur de l'atmosphère en gaz à effet de serre a atteint un nouveau pic en 2013, en raison de la hausse accélérée des concentrations de dioxyde de carbone, ce qui accentue la nécessité d'une action internationale concertée pour lutter contre les changements climatiques.

Le forçage radiatif, qui a pour effet de réchauffer le climat, s'est accru de 34% entre 1990 et 2013 à cause des gaz à effet de serre persistants comme le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane et le protoxyde d'azote. En 2013, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère représentait 142% de ce qu'elle était à l'époque préindustrielle (1750), et celles du méthane et du protoxyde d'azote respectivement 253% et 121%.

Les observations effectuées par le réseau de veille de l'atmosphère globale (VAG) de l'OMM révèlent que le taux d'accroissement du CO₂ atmosphérique entre 2012 et 2013 représente la plus forte augmentation interannuelle de la période 1984-2013. Des données préliminaires laissent supposer que cela pourrait être dû à la réduction des quantités de CO₂ absorbées par la biosphère terrestre alors que les émissions de ce gaz continuent de croître.

Le rapport de l'OMM sur les gaz à effet de serre rend compte des concentrations – et non des émissions – de ces gaz dans l'atmosphère. Par émissions, on entend les quantités de gaz qui pénètrent dans l'atmosphère et, par concentrations, celles qui y restent à la faveur des interactions complexes qui se produisent entre l'atmosphère, la biosphère et les océans. L'océan absorbe aujourd'hui environ le quart des émissions totales de CO₂ et la biosphère un autre quart, limitant ainsi l'accroissement du CO₂ atmosphérique.

Or l'absorption du CO₂ par les océans est lourde de conséquences : le rythme actuel d'acidification des océans semble en effet sans précédent depuis au moins 300 millions d'années, selon les résultats d'une étude.

« Nous savons avec certitude que le climat est en train de changer et que les conditions météorologiques deviennent plus extrêmes à cause des activités humaines telles que l'exploitation des combustibles fossiles », a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud, dans un communiqué de presse.

« Le bulletin sur les gaz à effet de serre souligne que la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, loin de diminuer, a augmenté l'an dernier à un rythme inégalé depuis près de 30 ans. Nous devons inverser cette tendance en réduisant les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre dans tous les domaines d'activité. Le temps joue contre nous », a-t-il ajouté.

Le dioxyde de carbone demeure pendant des centaines d'années dans l'atmosphère et encore plus longtemps dans l'océan. L'effet cumulé des émissions passées, présentes et futures de ce gaz se répercutera à la fois sur le réchauffement du climat et sur l'acidification des océans.

« Le bulletin sur les gaz à effet de serre fournit aux décideurs des éléments scientifiques sur lesquels ils peuvent s'appuyer. Nous possédons les connaissances et nous disposons des leviers nécessaires pour prendre des mesures visant à limiter à 2°C l'augmentation de la température et donner ainsi une chance à notre planète tout en préservant l'avenir des générations futures. Plaider l'ignorance ne peut plus être une excuse pour ne pas agir », a souligné le chef de l'OMM.